

Ophélie Robineau
Doctorante Géographie, CIRAD, UMR Innovation

Encadrants : Christophe Soulard (INRA) et Patrick Dugué (CIRAD), UMR Innovation

**DYNAMIQUES TERRITORIALES ET JEUX D'ACTEURS AUTOUR DU FONCIER EN FRANGE URBAINE.
CAS DE BOBO-DIOULASSO AU BURKINA FASO**

INTRODUCTION

L'urbanisation est la transformation qui a le plus affecté le continent africain depuis les années 1960 (Dubresson et Raison 1998). En Afrique Subsaharienne, la population totale a triplé entre 1950 et 1995, mais, le nombre de citadins a été multiplié par 9, passant de 19,6 à 176,6 millions (Nations Unies, 2009). Le recul des terres agricoles devant l'urbanisation est une réalité dans la majorité des pays africains (Bertrand 1995; Ouattara 2004; Trefon 2011), où l'espace périurbain subit l'impact direct de la pression foncière (Phillips et al. 1999). Le foncier agricole situé dans le voisinage immédiat de la ville est perçu comme une réserve foncière pour l'urbanisation future (Nkambwe et Arnberg 1996).

Les gouvernements africains ont déclaré que la terre appartient à l'Etat. Dans les faits, deux régimes fonciers coexistent : le régime foncier occidental (ou « moderne ») basé sur des droits écrits où seules les propriétés immatriculées sont reconnues par l'Etat, et un régime foncier traditionnel (ou « coutumier ») basé sur des contrats oraux. Le droit moderne s'applique en ville et sur les terres à urbaniser, et la périphérie de la ville est à l'interface des deux régimes. Ainsi, l'urbanisation progresse de deux façons : soit par des déguerpissements intervenant pour la création de nouveaux quartiers dit « lotis » sur des terres régies par le régime foncier moderne, soit par la création d'habitats spontanés dits « non-lotis » sur des terres où se chevauchent les deux régimes fonciers. Dans les espaces périurbains, les déguerpissements sont de rigueur quand il s'agit de construire de nouveaux quartiers.

La pérennité de l'agriculture en frange urbaine est donc fortement liée aux questions foncières, car les espaces qu'elle utilise sont dans un vide juridique, où loi foncière moderne et coutumière se chevauchent (Aloko-N'Guessan et al 2010; Dauvergne 2010). L'agriculture urbaine et périurbaine africaine est, dans la majorité des cas, marginalisée (Drechsel et Dongus 2010). N'ayant pas de droits de propriété écrits et invoquant le droit coutumier de père en fils, les agriculteurs sont souvent considérés par l'administration de la ville comme des occupants illégaux du sol (Zélem 2010).

Pourtant l'agriculture persiste dans et autour des villes. En Afrique, ceci s'explique car contrairement à l'Europe, le développement des villes n'est pas dû au développement industriel. En l'absence d'opportunités d'emploi dans certains secteurs de l'économie (industrie, services), l'agriculture urbaine reste une activité pour bon nombre de familles, qui la pratiquent comme activité principale ou comme activité secondaire (Aubry et al. 2008). Elle apparaît de nos jours comme une soupape de sûreté pour des exclus du secteur formel (Kédowidé et al 2010; Olahan 2010). La FAO a annoncé que 800 millions de citadins pratiquent l'agriculture urbaine dans le monde et que cette activité produit 15% des denrées alimentaires mondiales (FAO 1999; FAO 2010).

Les évolutions rapides observées dans les territoires urbains et périurbains africains et le contexte de pression foncière, sociale et environnementale qui pèse sur l'agriculture urbaine questionnent les modalités de transformation et d'adaptation de cette activité. Les compétitions entre différents usages du sol sont à la base de réorganisations spatiales en frange urbaine (Nkambwe et Arnberg 1996): elles désorganisent les systèmes agricoles anciens, mais sont propices à l'émergence de nouveaux (Fleury et Donadieu 1997).

Le but de la recherche présentée ici est de comprendre, à travers l'étude de trois situations en frange urbaine d'une ville ouest africaine, comment le statut foncier des terres impacte le maintien des

activités agricoles sur ces espaces. La recherche repose sur l'hypothèse que le statut des terres influence les formes d'agriculture et les types d'agriculteurs qui émergent autour des villes. Les trois zones combinent gestion moderne et traditionnelle du foncier de manière différente. Sur chacune, les dynamiques urbaines et agricoles, les jeux d'acteurs autour du foncier et les stratégies des agriculteurs ont été étudiés afin de souligner sous quelles conditions les populations locales peuvent continuer à pratiquer l'agriculture dans ces zones à forte contrainte foncière.

CAS D'ETUDE : LA VILLE BOBO-DIOULASSO AU BURKINA FASO

1. *Un carrefour marchand au cœur de la zone agricole la plus productive du pays*

La ville de Bobo-Dioulasso, située à 350 kms au Sud-Ouest de Ouagadougou (figure 1), s'est développée dans un contexte géographique favorable, au carrefour de plusieurs axes de commerce internationaux reliant le Sahel à la forêt équatoriale. La ville de Bobo-Dioulasso trouve ses origines dans l'installation d'agriculteurs d'ethnie bobo avant le 15^{ème} siècle. Au début il s'agissait d'un agglomérat de villages occupés principalement par des agriculteurs bobo et des commerçants dioula. L'économie coloniale a fortement conforté cet avantage, en faisant longtemps de Bobo-Dioulasso la plaque tournante des échanges commerciaux dans cette partie de l'Afrique de l'Ouest (Commune de Bobo-Dioulasso 2007). Puis, comme dans l'ensemble des pays ouest africains, les décennies post-indépendance ont été une période de forte croissance urbaine (Coquery-Vidrovitch 2006). Entre 1960 et 1985, la population est passée de 52.000 à 230.000 habitants (INSD 2006 ; Commune de Bobo-Dioulasso 2007). Aujourd'hui, la ville compte près de 500.000 habitants et est la deuxième ville du pays.

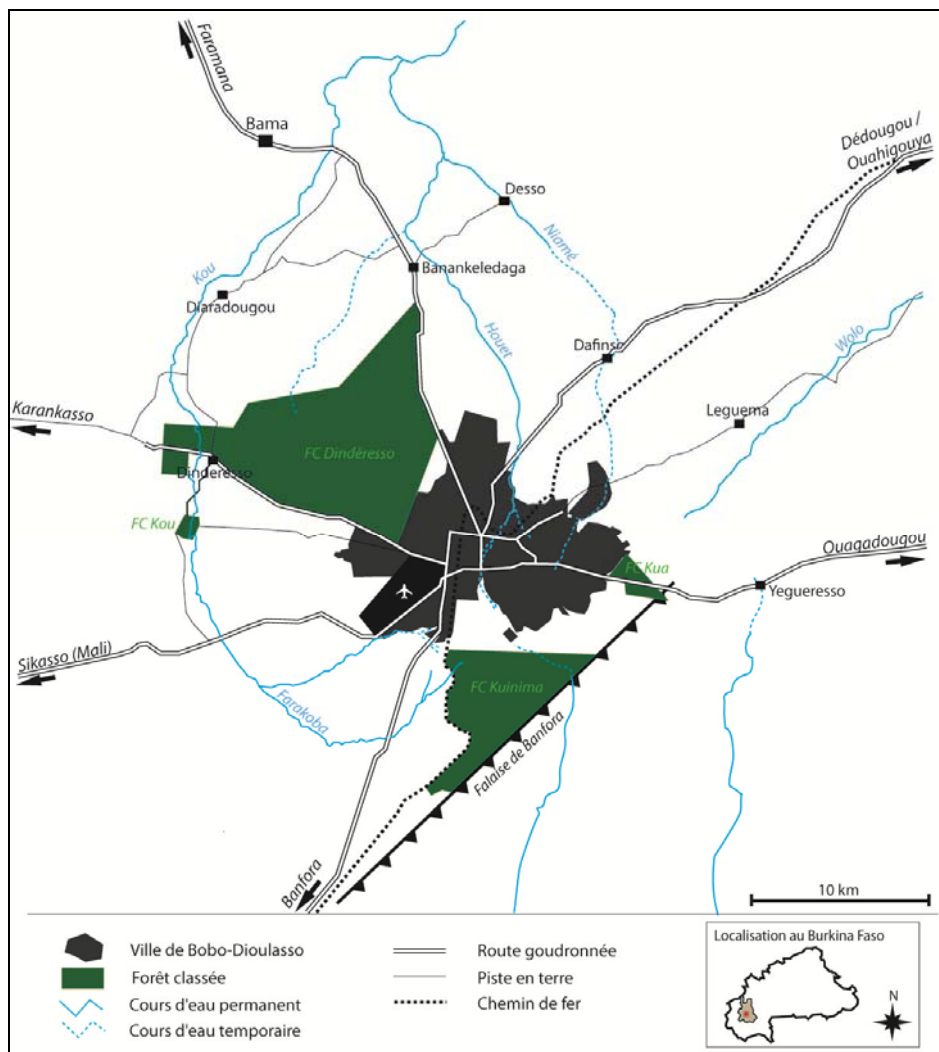


Figure 1 Bobo-Dioulasso et sa région

Bien que le Burkina Faso soit classé parmi les pays les moins urbanisés d'Afrique de l'Ouest (IAGU et ONU-Habitat 2005), entre 1990 et 1995 il faisait partie des deux pays africains, avec le Mozambique, à

enregistrer les taux de croissance urbaine les plus élevés, supérieurs à 7%. 25% de la population burkinabé est urbaine, et les prévisions annoncent un taux de 40% d'ici 2030.

Le climat de la région de Bobo-Dioulasso est sud soudanien, caractérisé par des précipitations annuelles moyennes comprises entre 900 et 1200 mm. La région - une des zones les plus arrosées du pays - est soumise à l'influence de deux saisons : une saison des pluies et une saison sèche. La saison des pluies dure de juin à septembre et la saison sèche dure d'octobre à mai. La ville est localisée dans une zone hydrologique comprenant plusieurs cours d'eau (dont le Houet, le Kou, et le Niamé, tous des affluents du Mouhoun) qui concentrent 60% des ressources en eau douce du pays. La région de Bobo-Dioulasso dispose d'un climat favorable au développement des activités agricoles.

Bobo-Dioulasso est souvent décrite comme une « ville agricole ». En effet, elle a conservé son rôle de centre majeur d'échanges commerciaux - notamment de produits agricoles - elle abrite le plus gros marché à bétail d'exportation du pays et est un lieu de transit des produits maraîchers cultivés dans toute la région et destinés à l'exportation vers la Côte d'Ivoire. Aussi, Bobo-Dioulasso est au cœur du bassin de production cotonnier du Burkina Faso : la présence d'industries comme la Sofitex et la CITEC, toutes deux spécialisées dans la valorisation des produits du coton, crée de l'emploi dans ce secteur et fait que la ville vit au rythme des saisons de production de cette fibre végétale.

Les activités agricoles font donc partie intégrante du paysage de la ville de Bobo-Dioulasso et il suffit de se promener dans les quartiers de la ville pour y trouver des élevages ou des jardins le long du marigot.

2. Lotir pour organiser la ville : l'expansion de la ville sur les terres agricoles

Les colons arrivèrent dans la ville à la fin du 19^{ème} siècle, et c'est à partir de 1926 qu'un modèle urbain de lotissement orthogonal¹ fut mis en place à Bobo-Dioulasso (Fourchard 2001). Ce modèle de lotissement se modifia peu après l'Indépendance et aujourd'hui il est toujours d'actualité de lotir et de parcelliser pour organiser la ville (Jaglin 1995).

Après l'Indépendance, avec les importantes migrations vers la ville, il y eut un retard croissant de l'offre de logements par rapport à la demande (Osmont 1995). Beaucoup de familles allaient donc construire des maisons en terre à la limite des quartiers lotis, sur des terres qu'elles achetaient à des autochtones. A l'avènement de la révolution du 4 août 1983, qui amena Thomas Sankara au pouvoir, la ville avait un accroissement régulier des zones d'habitat spontané (dites « non-loties »).

Pour remédier à l'accroissement de ces zones non-loties, un vaste programme de lotissement fut mis en place en 1985 : ce programme était symbolisé par le slogan « une famille, un toit ». De 1983 à 1990, le milieu urbain a connu l'émergence d'une politique volontariste qui a affiché comme ambition la prise en charge de l'accès au logement pour le plus grand nombre (IAGU et ONU-Habitat 2005). Des vagues de lotissement se sont succédées de 1984 à nos jours (Figure 2) dans le but de résorber l'habitat illégal et de maîtriser la croissance spatiale urbaine. Cette croissance s'est faite de manière horizontale, comme c'est le cas dans la plupart des villes africaines (Manoukian et Platania 2010).

Afin de faciliter ce programme, l'ordonnance n°84-050/CNR/PRES du 4 août 1984 portant Réorganisation Agraire et Foncière (RAF) devait abolir toutes les entraves à la promotion du monde paysan et des zones urbaines. Un Domaine Foncier National (DFN) fut créé, constitué de toutes les terres situées dans les limites du territoire national : le DFN fut déclaré propriété exclusive de l'Etat, inaliénable, imprescriptible et insaisissable. Ceci mit hors jeu les propriétaires fonciers coutumiers.

Pendant ces vagues de lotissement, beaucoup d'agriculteurs des vieux quartiers de Bobo-Dioulasso perdirent leurs terres agricoles. Les terres en frange urbaine étaient perçues comme une réserve foncière. Seules les parties non constructibles ou faisant partie de domaines publics ont été épargnées.

¹ Le lotissement constitue la base de l'aménagement des voiries et des équipements (eau, égouts, électricité).

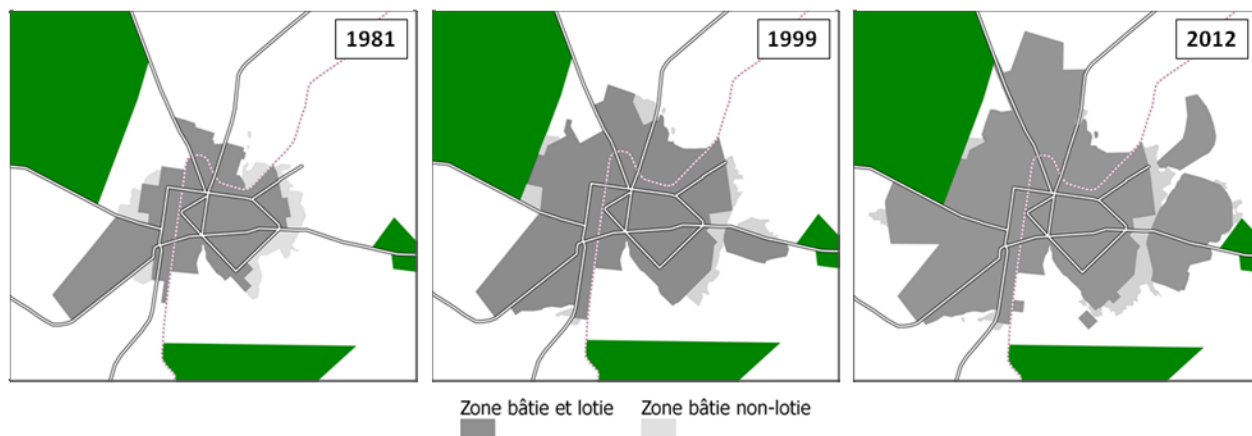


Figure 2 Expansion de l'espace bâti entre 1981 et 2012

METHODOLOGIE

Afin de comprendre ce que sont devenus ces agriculteurs, et les activités agricoles en général, dans un contexte de forte expansion urbaine, trois zones aux dynamiques et aux temporalités d'urbanisation contrastées ont été choisies. Ces différentes situations ont été identifiées grâce à l'étude 1) de l'histoire de la ville de Bobo-Dioulasso, afin de comprendre l'histoire du peuplement de la ville et l'impact de la colonisation sur l'organisation urbaine, 2) de l'analyse de photographies aériennes au 1/50000 de 1981, 1999 et 2010, de l'Institut Géographique du Burkina Faso (IGB), qui a permis d'identifier l'ampleur de l'expansion urbaine sur chaque zone et, 3) du Schéma de Développement et d'Aménagement Urbain (SDAU) de Bobo-Dioulasso, le document qui fixe les orientations stratégiques de la ville et détermine, sur le long terme, la destination générale des sols en fonction des projections démographiques, du statut des terres et de l'existence de contraintes géomorphologiques et hydrologiques. En parallèle, 10 entretiens ont été réalisés avec des autorités et des agents des services techniques de la mairie et des ministères concernés par l'aménagement urbain. Tout ceci a permis d'identifier des dynamiques d'expansions urbaines différentes tout autour de la ville, qui engendrent des dynamiques agricoles contrastées.

Ensuite, 70 enquêtes ont été conduites auprès d'agriculteurs pour comprendre la diversité des acteurs agricoles et les stratégies foncières et productives de chacun face à l'urbanisation.

RESULTATS

Les dynamiques d'urbanisation actuelles : l'agriculture peu considérée dans le schéma d'aménagement urbain

De nos jours, tout espace urbain ou amené à être loti dans le cadre du SDAU passe sous la gestion moderne du foncier et l'ancien occupant qui n'a pas de titre de propriété n'y exerce plus aucun droit.

L'expansion de la ville fait face à des contraintes géomorphologiques, environnementales mais aussi foncières (Figure 3). La ville est tout d'abord délimitée par trois forêts classées, celle de Dindéresso au Nord Ouest, celle de Kuinima au Sud et celle de Kua à l'Est (dont la limite coïncide avec la falaise de Banfora). Les zones de lotissement planifiées à l'Ouest, l'Est et au Sud de la ville viennent jusqu'à la limite de chacune d'entre elle. Au Sud du centre ville, le territoire du camp militaire forme une vaste zone non bâtie au cœur des quartiers lotis. Ensuite, toute la zone à l'Ouest et Sud-Ouest couvre le bassin versant du Farakoba qui alimente Bobo-Dioulasso. La mairie veut donc limiter l'expansion urbaine dans cette direction et a donc prévu une nouvelle zone industrielle au Nord-Est de la ville. A l'Est, l'expansion de la ville est limitée par la falaise de Banfora et la forêt classée de Kua : le lotissement dans cette zone est difficile vu le relief accidenté.

D'autres préoccupations environnementales ont émergé avec la réalisation du SDAU : au Nord-Nord-Est, les vergers de manguiers – qui appartiennent principalement à des autochtones Bobos - sont théoriquement vouées à être préservées pour leur fonction environnementale. Elles sont considérées comme le « poumon » de la ville et doivent à ce titre être épargnées de l'urbanisation.

Au regard de ces contraintes physiques et environnementales, les zones d'expansion récente de la ville sont donc au Nord sur la route de Bama, et au Nord-Est. Comme les contraintes à l'urbanisation sont faibles, nous pouvons nous attendre à de nouvelles extensions dans ces zones. A côté de cela, les lotissements prévus au Sud de la ville ont surtout pour vocation de régulariser les zones non-loties ; dès qu'ils auront été réalisés Bobo-Dioulasso aura atteint sa limite maximum au Sud.

La protection d'espaces agricoles ou la création d'espaces dédiés à l'agriculture n'apparaît qu'à la marge dans le SDAU. Le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme prévoit une zone agro-pastorale de 200ha au Nord des vergers de manguiers, qui permettrait aux élevages urbains d'y être déplacés tout en restant près de la ville. Le SDAU y prévoit la délocalisation du parc à bétail, et peut-être à plus long terme de l'abattoir.

Les sites maraîchers apparaissent aussi dans les « zones vertes » mais sans mesures spéciales pour leur délimitation et leur protection. Par ailleurs, les champs vivriers ne sont pas mentionnés.

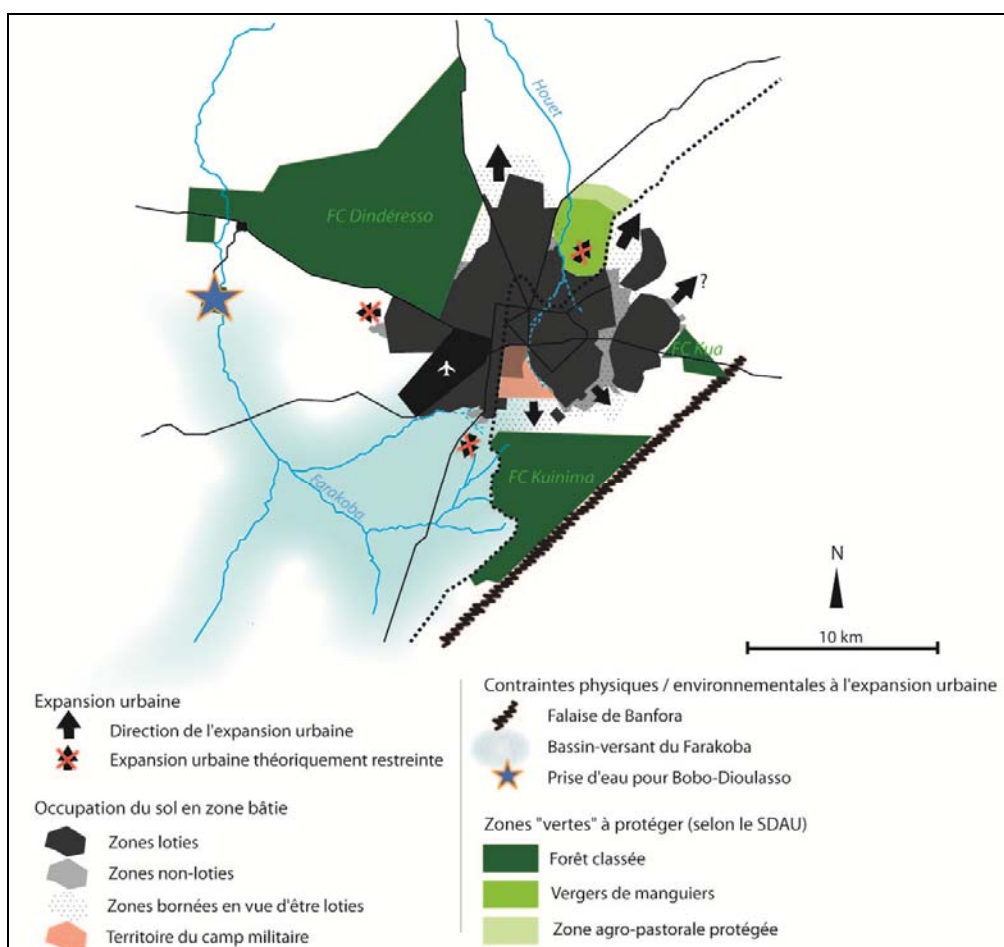


Figure 3 Dynamiques d'expansion de la ville de Bobo-Dioulasso

Dans ce processus d'urbanisation, les activités agricoles se maintiennent plus ou moins, se transforment, prennent des formes différentes et impliquent une diversité d'acteurs. Nous allons voir que le statut de terres influence le maintien et la transformation des activités agricoles.

Des dynamiques agricoles et urbaines contrastées en frange urbaine : comment l'agriculture s'est-elle maintenue ou adaptée face à l'urbanisation ?

Kuinima, Kua, et Dogona/Kiri (Figure 4) sont tous des villages précoloniaux, peuplés principalement par des habitants d'ethnie Bobo, qui ont été rattrapés par la ville de Bobo-Dioulasso à des époques différentes. Les trois zones qu'ils couvrent reflètent les dynamiques territoriales qui ont été à l'œuvre en frange urbaine à des étapes de production urbaine différentes. Pour chaque zone, des cas agriculteurs sont pris comme exemple pour illustrer les stratégies foncières développées localement.

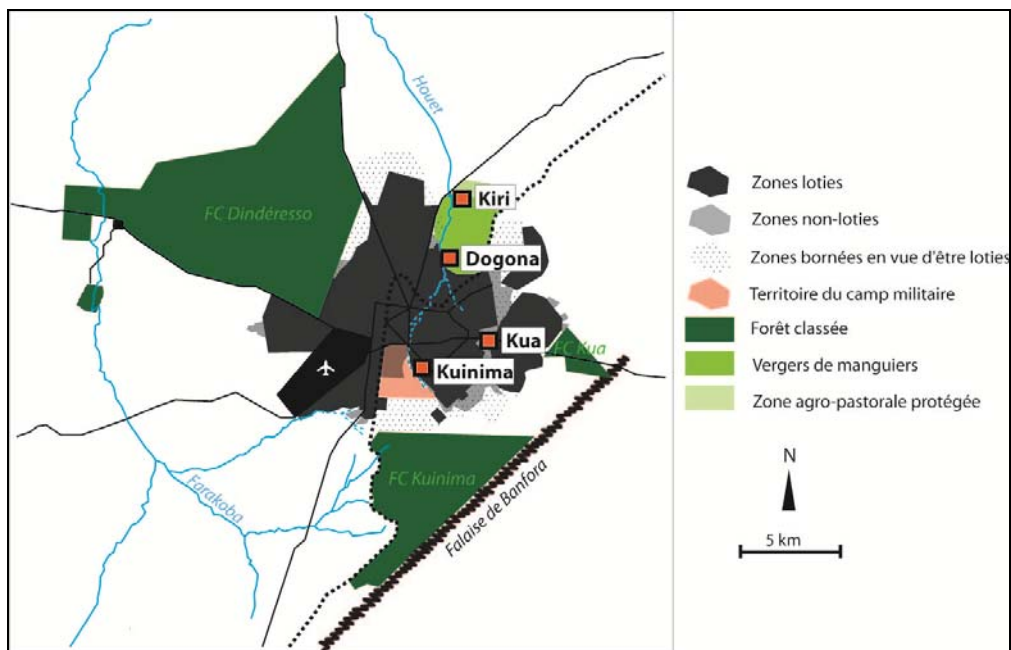


Figure 4 Localisation des 4 villages considérés dans l'étude

1. Retrait autoritaire de terres et création de domaines publics à la période coloniale. Des réserves de terres pour l'agriculture (cas de Kuinima)

Kuinima, dont le cœur du « village » (terme toujours employé par ses habitants) se situe au secteur 6, a perdu ses terres agricoles en partie lors de la colonisation.

A cette époque, les retraits autoritaires de terres villageoises pour en faire des territoires publics étaient de rigueur : le camp militaire fut créé dès le début du 20^{ème} siècle et la forêt classée de Kuinima fut délimitée en 1936 dans le but d'alimenter en bois la construction du chemin de fer qui relie Ouagadougou à Abidjan. Tous deux furent créés sur les terres de Kuinima, enlevant au village près de 2600 ha sur ses 5000 ha (Figure 5).

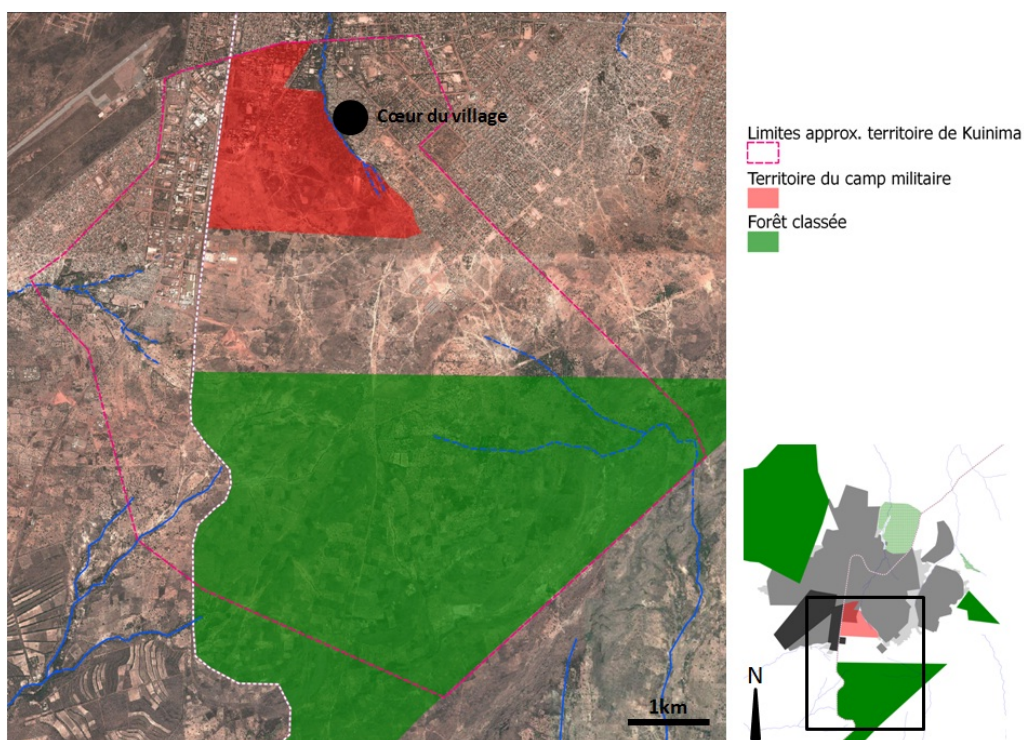
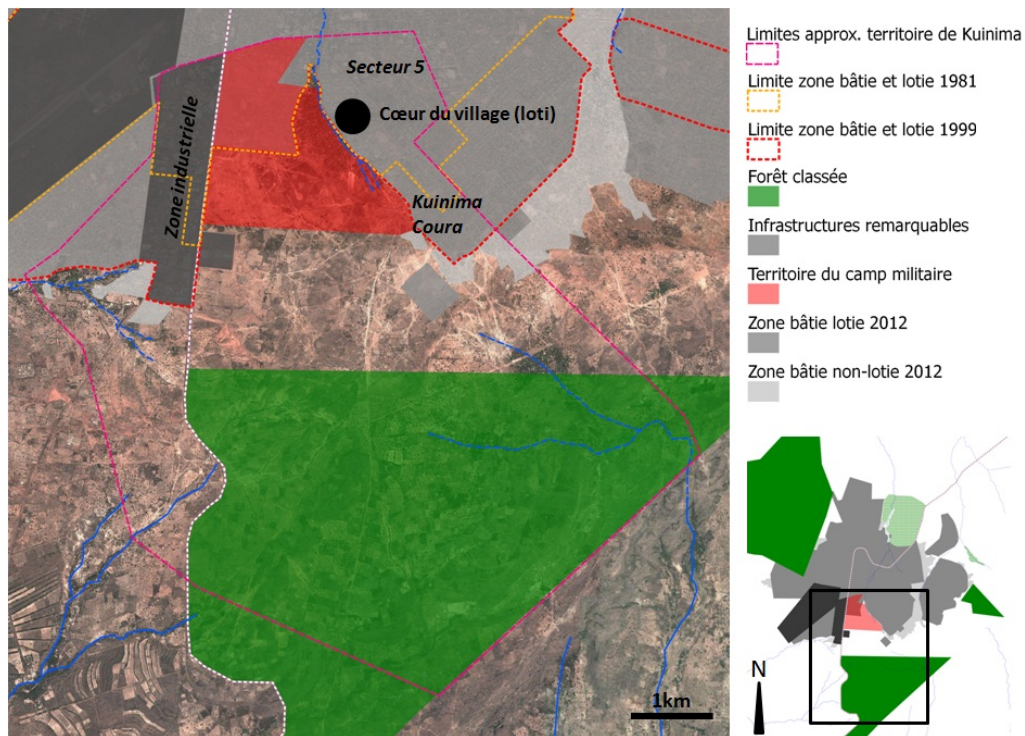


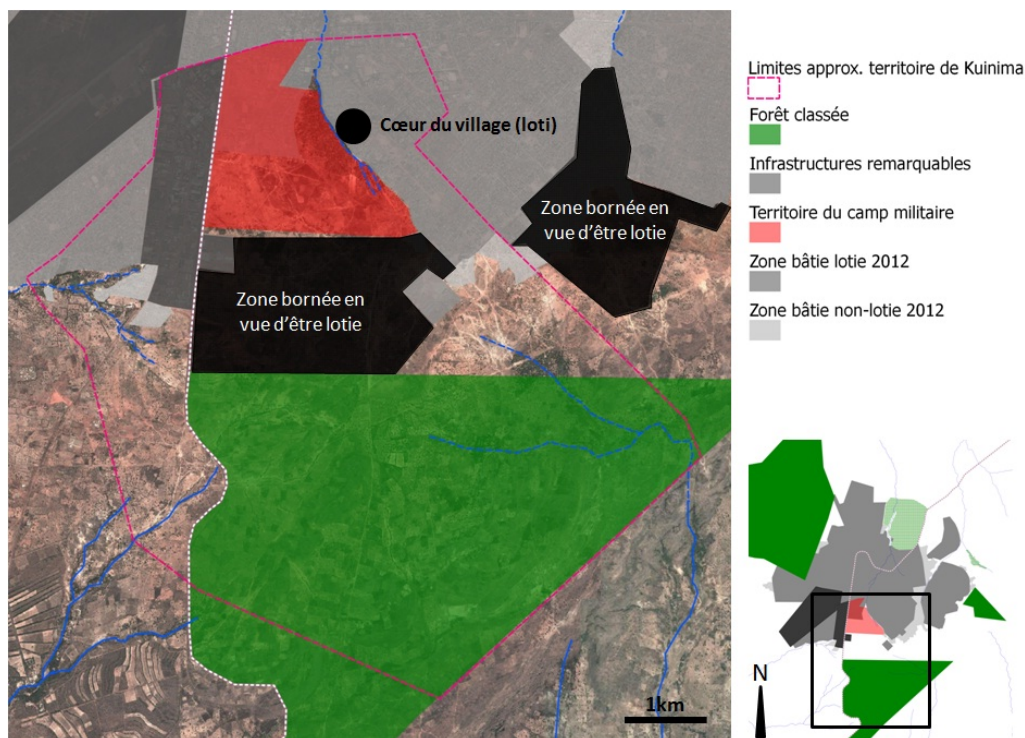
Figure 5 Terres préemptées au village de Kuinima pendant la colonisation

Un peu plus tard, beaucoup d'agriculteurs perdirent massivement leurs champs vivriers lors du lotissement des quartiers sud de la ville : tout d'abord avant l'Indépendance, avec la construction d'une

partie de la zone industrielle et du secteur 5, puis dans les années 1980, pendant les années de consommation importante de terres agricoles pour l'urbanisation, lors du lotissement de Kuinima Coura et de la seconde moitié de la zone industrielle. Plus de 600 ha de terres de Kuinima furent urbanisées en 1950 et 1990 (Figure 6).



Les terres agricoles restantes sont aujourd'hui en cours de lotissement tout au Sud de la ville : le futur secteur 18 doit atteindre la forêt classée de Kuinima. Comme on peut le voir sur la Figure 7, les terres de Kuinima encore disponibles pour les agriculteurs sont très réduites : sur près de 5000 ha de territoire villageois, il n'en reste qu'un peu moins de 800 ha. Le reste a été loti (ou est en cours de lotissement) ou préempté pour devenir du domaine public.



Pourtant, malgré une perte massive de champs, les agriculteurs de Kuinima continuent à vivre de l'agriculture. De nos jours, sur le côté ouest du marigot Houet, environ 750 agriculteurs cultivent des légumes sur des jardins d'environ 400m² au sein d'un site maraîcher de 70ha. D'autres agriculteurs cultivent des légumes dans les bas-fonds longeant le marigot Farakoba au Sud-Ouest de la ville. Le système de production principal est une combinaison de cultures maraîchères produites toute l'année, et de cultures vivrières produites en saison des pluies sur des champs de 1 ha dans la forêt classée (Figure 8).

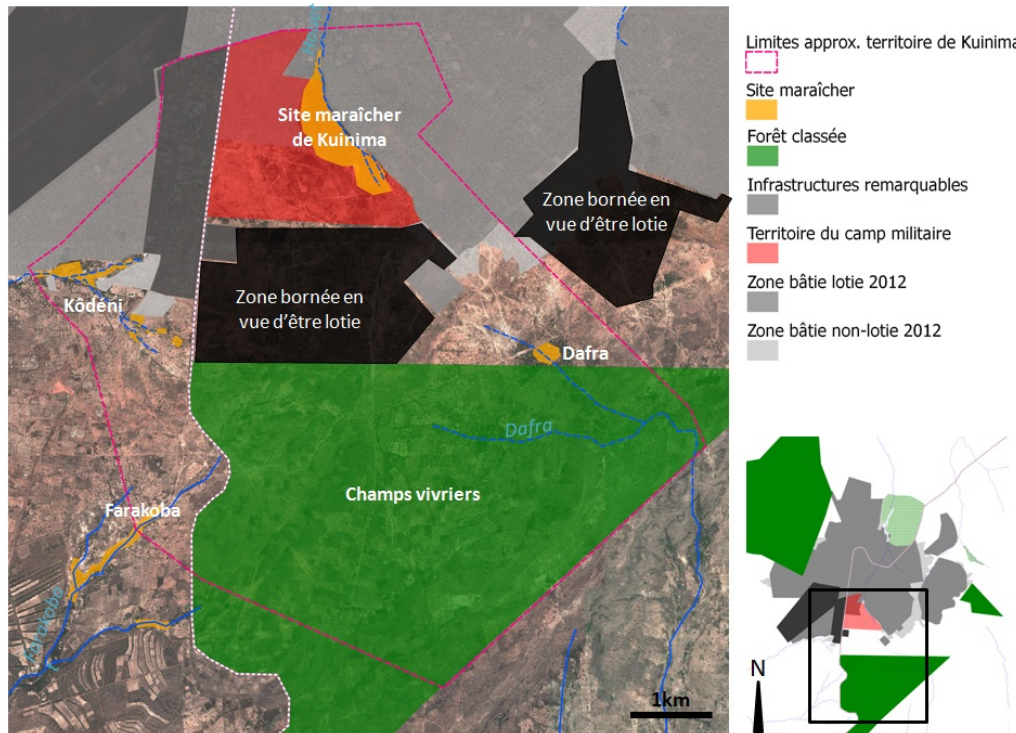


Figure 8 Sites récemment mis en culture par les agriculteurs de Kuinima

Comment les agriculteurs de Kuinima ont pu continuer à vivre de l'agriculture malgré l'urbanisation de la quasi-totalité de leurs terres ?

- Le camp militaire : réserve de terres pour la production maraîchère

La perte des champs vivriers et l'englobement progressif de Kuinima par la ville amena les habitants de ce quartier à rechercher des activités génératrices de revenus.

Le maraîchage introduit par les colons au début du siècle attira tout d'abord l'attention de quelques familles qui commencèrent à cultiver des petites surfaces en légumes sur la rive droite du marigot Houet, juste derrière les concessions. Puis après l'Indépendance, l'accélération de la croissance urbaine poussa les agriculteurs à faire du maraîchage une activité majeure pour leurs familles.

Chaque grande famille de Kuinima disposait à l'origine de terres jouxtant un marigot : le Houet, le Farakoba ou le Dafra. Cependant, lors de la création du camp militaire et de la forêt classée, celles qui avaient leurs terres le long du Houet ou en aval du Dafra se retrouvèrent sans terres irrigables. Selon les témoignages des agriculteurs, c'est le site maraîcher de Kuinima qui fut créé en premier.

Des familles disposaient encore de terres le long des deux autres marigots. Elles sont allées créer des jardins sur celles-ci, à côté de leurs champs vivriers au Sud et au Sud Est de la ville, sur les sites localement nommés Dafra, Kôdénî et Koueterna.

Les familles qui, à cause des expropriations, ne disposaient plus de terres familiales proches d'un marigot décidèrent au début des années 1970 de créer des parcelles maraîchères sur le territoire du camp militaire, sur la rive gauche du Houet ; « *c'était les terres de nos grands-parents* », « *ici c'était la terre de Kuinima donc seuls les habitants de Kuinima sont venus* ». Chaque famille coupa des arbres, creusa un puits, planta un manguier, des neemiers (*Azadirachta indica*) et des moringas (*Moringa oleifera*), et aménagea une parcelle cultivable. A ce moment, sur une partie du territoire du camp

militaire, les militaires eux-mêmes cultivaient des céréales en hivernage pour leur propre consommation.

Le site s'est progressivement étendu depuis le marigot vers le camp militaire. Certains agriculteurs de Kuinima ont dû négocier avec des militaires cultivateurs pour partager les champs que ceux-ci utilisaient ; un accord était passé entre le militaire et le maraîcher, laissant le maraîcher cultiver des légumes en saison sèche alors que le militaire utilisait la parcelle pour la culture céréalière en saison des pluies. Ce type d'accord a duré un temps, puis au fur et à mesure que les militaires-cultivateurs partaient à la retraite ou étaient mutés dans un autre camp, les maraîchers devenaient les seuls utilisateurs des parcelles cultivées.

Bien sûr, l'occupation des terres camp militaire par des agriculteurs ne laissa pas les autorités communales et militaires indifférentes. La première idée fut d'expulser ces nouveaux maraîchers ; mais les chefs traditionnels de Kuinima négocièrent et mirent les autorités de la ville au défi de trouver du travail aux agriculteurs de Kuinima s'ils les délogeaient de ces terres. Devant une telle demande, personne ne se résolut à expulser les maraîchers.

A ce moment, les agriculteurs partageaient leurs activités en deux temps au cours de l'année: en saison sèche ils pratiquaient le maraîchage (puisqu'il devenait possible d'irriguer grâce aux puits), et en hivernage, ils consacraient leur temps aux cultures vivrières en brousse. Les légumes se vendaient bien et permettaient d'avoir des rentrées d'argent pour compléter les récoltes vivrières. Depuis une dizaine d'années, la surproduction maraîchère saisonnière, due à une expansion de la culture maraîchère dans toute la région, entraîne une baisse des prix. Pour compenser cette baisse de revenus les maraîchers font du maraîchage toute l'année.

Les habitants de Kuinima ont continué de créer des parcelles sur le territoire du camp militaire jusqu'au milieu des années 2000. Aujourd'hui, ce site maraîcher (appelé site maraîcher de Kuinima) est le plus grand des sites de production maraîchère urbains de la ville de Bobo-Dioulasso. Il est localisé quasiment exclusivement sur les terres du camp militaire et les habitants de Kuinima savent, de manière tacite, qu'ils ne peuvent plus créer de nouvelles parcelles – ce qui les amènerait encore plus proche des bâtiments du camp militaire - de peur de provoquer la colère du colonel. En effet, au gré des changements de colonels dans le camp, des menaces d'expulsions sont faites de manière récurrente aux maraîchers étant dans les limites du camp. Les limites réelles ne sont pas bien connues mais les agents communaux s'accordent à dire que 2/3 des 750 maraîchers du site seraient concernés.

- La forêt classée : réserve de terre pour les champs vivriers

« A la révolution on nous a pris nos champs et on ne nous a rien donné. C'était 10 ha. Les usines là, ils ont même pas pensé à embaucher des gens de la famille » (maraîcher de Kuinima).

Pour compenser la perte des champs vivriers, les familles sont progressivement parties cultiver dans la forêt classée de Kuinima. Ce n'est que vers les années 1990 que les Eaux et Forêts, prenant conscience de l'état de dégradation de la forêt, ont décidé de mettre en place des contrats d'agro-foresterie avec les agriculteurs, les autorisant à cultiver à condition de respecter les espèces ligneuses présentes. Ceci entrait dans le cadre de la mise en place d'une gestion participative des forêts par le Ministère de l'Environnement. Des négociations ont eu lieu avec les autorités traditionnelles et 1 ha de champ est prêté à chaque chef de famille de Kuinima qui en fait la demande.

Ainsi, la majorité des familles de Kuinima ayant perdu leur champ ont eu l'autorisation de cultiver 1ha dans la forêt classée. Le Ministère négocie avec le groupement de producteurs. Cet accord est entré à partir de 2002 dans le cadre du projet de coopération entre le Luxembourg et le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, pour la gestion participative des ressources naturelles (projet PAGREN), qui a pris fin en 2012. Ce projet visait à restaurer les forêts classées localisées autour de Bobo-Dioulasso, qui ont été sérieusement dégradées par les activités humaines. Il a été pensé un système de gestion forestière par les exploitants qui y exercent une activité agricole afin de préserver les arbres présents et favoriser la croissance de nouveaux arbres.

L'ensemble des stratégies développées par les agriculteurs de Kuinima dans le cadre de la perte de leurs terres agricoles qui viennent d'être expliquées sont résumées dans la figure suivante (Figure 9).

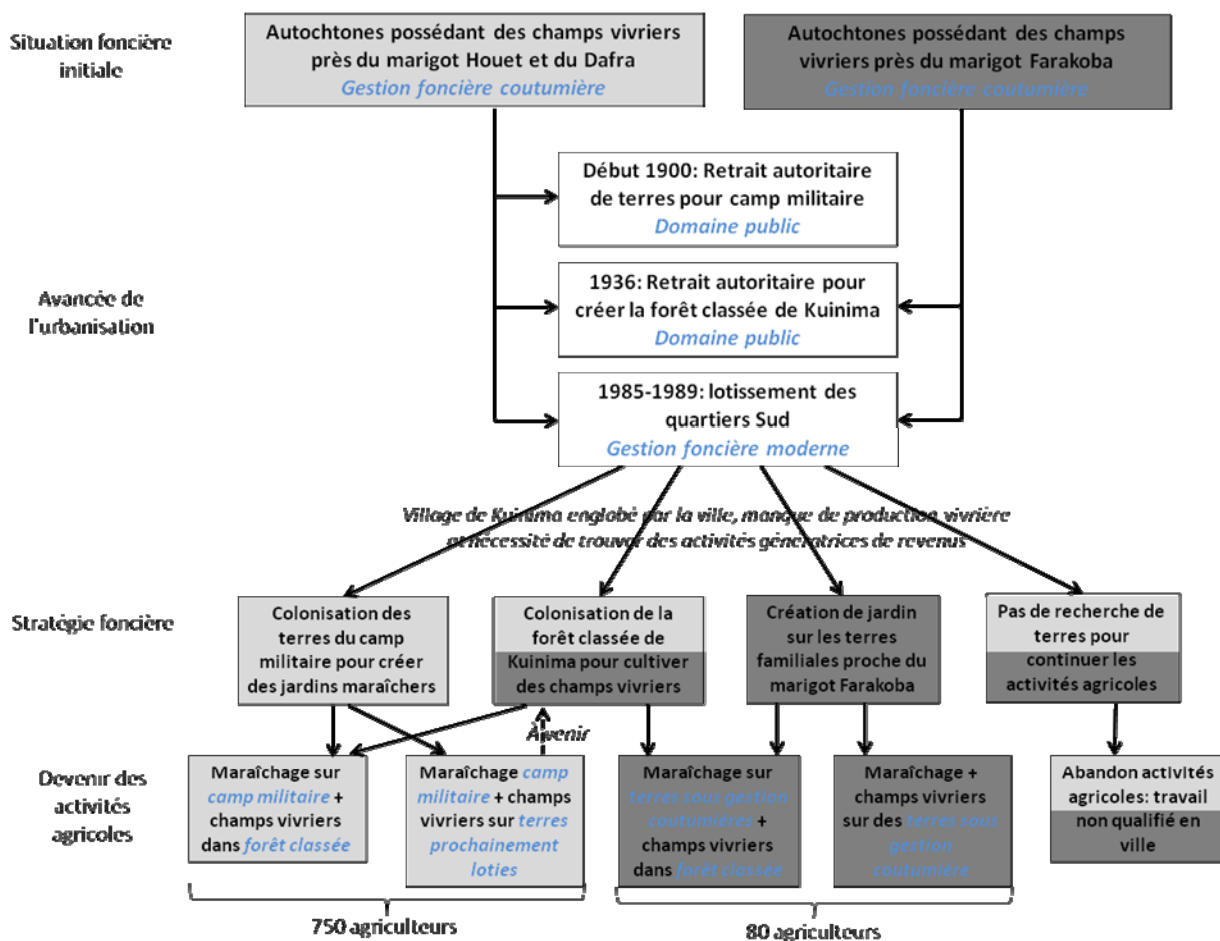


Figure 9 Stratégies foncières et productives face à la perte de terres, cas de Kuinima

Exemple de Dramane, combiner le maraîchage, les cultures vivrières et les contrats en usine :

Dramane est un agriculteur maraîcher Bobo originaire de Kuinima. L'agriculture est son activité principale depuis son enfance. Pour faire vivre sa famille, il combine différentes activités agricoles (maraîchage toute l'année et champ vivrier en saison des pluies) avec, quand il le peut, un emploi saisonnier à l'huilerie-savonnerie SN-CITEC.

Dramane a une parcelle maraîchère de 400m² au cœur du site maraîcher de Kuinima dont il a hérité. Son père fait partie des premiers à avoir mis en culture le site maraîcher de Kuinima : à l'époque, il avait prévu de s'approprier autant de parcelles d'environ 400m² qu'il avait de fils, afin que chacun de ses fils ait une parcelle suffisamment grande quand les biens seraient divisés à l'héritage.

Cet agriculteur possède aussi un champ d'1ha au milieu de la forêt classée de Kuinima depuis 7 ans, qui lui est prêté par les Eaux et Forêts par le biais d'un contrat issu des négociations entre les autorités traditionnelles de Kuinima et les Eaux et Forêts. A l'origine, sa famille possédait un champ là où se trouve le futur secteur 18, dont la zone a déjà été bornée en vu du lotissement. C'est lors de la perte de ce champ qu'il a fait la demande d'une parcelle dans la forêt classée. « Au niveau de la forêt classée les terres sont plus riches et il n'y a pas beaucoup d'herbe donc le travail est facile ». « Mais c'est pas très intéressant d'être là-bas car c'est pas sécurisé ... du jour au lendemain on peut devoir arrêter de cultiver. Ça fait 7 ans qu'on est là-bas, et une fois on a pris du retard dans la culture car il y avait des rumeurs sur le fait qu'on n'avait plus le droit de cultiver là-bas. Et le temps qu'on sache si c'était vrai, on a pris du retard pour cultiver ». « Il y a 5 ans, on nous a dit d'arrêter de cultiver dans la forêt classée car les Eaux et Forêts avaient changé de directeur. Pendant une année on n'a pas eu de champ. Alors on est retournés sur la parcelle qu'on avait au secteur 18, car elle n'était pas encore construite ».

Dramane perçoit un risque latent d'expulsion des terres qu'il cultive ; en effet, depuis son installation il y a 26 ans, il a dû, à plusieurs reprises, trouver temporairement des parcelles de substitution pour pouvoir réaliser

ses cultures vivrières en saison des pluies. De plus, la localisation du site maraîcher de Kuinima sur les terres du camp militaire est perçue comme facteur d'insécurité foncière par Dramane, « de l'autre côté c'est le camp [militaire], et je ne suis pas sûr qu'un jour on ne devra pas partir ».

Dans le cas de Kuinima, les propriétés publiques créées pendant la période coloniale se sont transformées en réserves de terres face à l'urbanisation, et ont permis de compenser la perte massive de champs vivriers. Aujourd'hui, bon nombre d'agriculteurs de Kuinima vivent de l'exploitation de ces terres « de substitution », sur des propriétés publiques qui ne sont pas menacées par l'urbanisation. Cependant, l'occupation de ces terres n'est pas garantie à terme car la tolérance du camp militaire varie au gré du changement de colonel et la culture dans les champs vivriers est soumise à des accords avec les Eaux et Forêts.

2. La période post-indépendance : urbanisation rapide et consommatrice d'espace aux dépens de l'agriculture (cas de Kua)

Les terres du village de Kua s'étendent à l'est et au nord-est de la ville. Le village et ses terres agricoles ont été rattrapés par l'urbanisation dans les années 1980, lorsque le gouvernement décida de lotir de vastes zones pour permettre l'accès au logement au plus grand nombre (lotissement des secteurs 14, 15 et 17). L'urbanisation des terres de Kua s'est poursuivie jusqu'à nos jours, avec le lotissement d'une partie du secteur 25 dans les années 1990, puis l'ensemble des secteurs 24 et 25 en 2002 (Figure 10). Au total, ce sont plus de 2.000 ha qui ont été pris aux habitants de Kua pour réaliser des lotissements en moins de 20 ans. A ceux-ci s'ajoutent près de 350 ha de zones d'habitat spontané construits sur des terres que les autochtones ont vendus aux migrants.

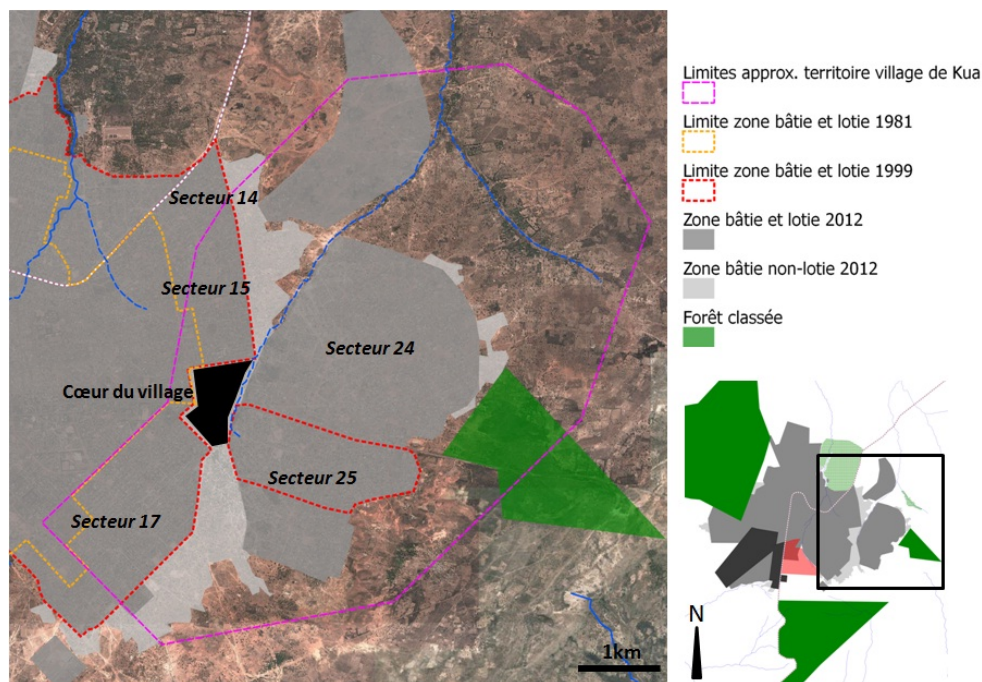


Figure 10 Terres de Kua urbanisées entre 1981 et 2012

Aujourd'hui encore, une nouvelle zone est en cours de lotissement à l'Est du secteur 14, où sera localisée une zone industrielle et des logements, et l'ensemble de la zone non-lotie entourant le village de Kua doit être loti (Figure 11).

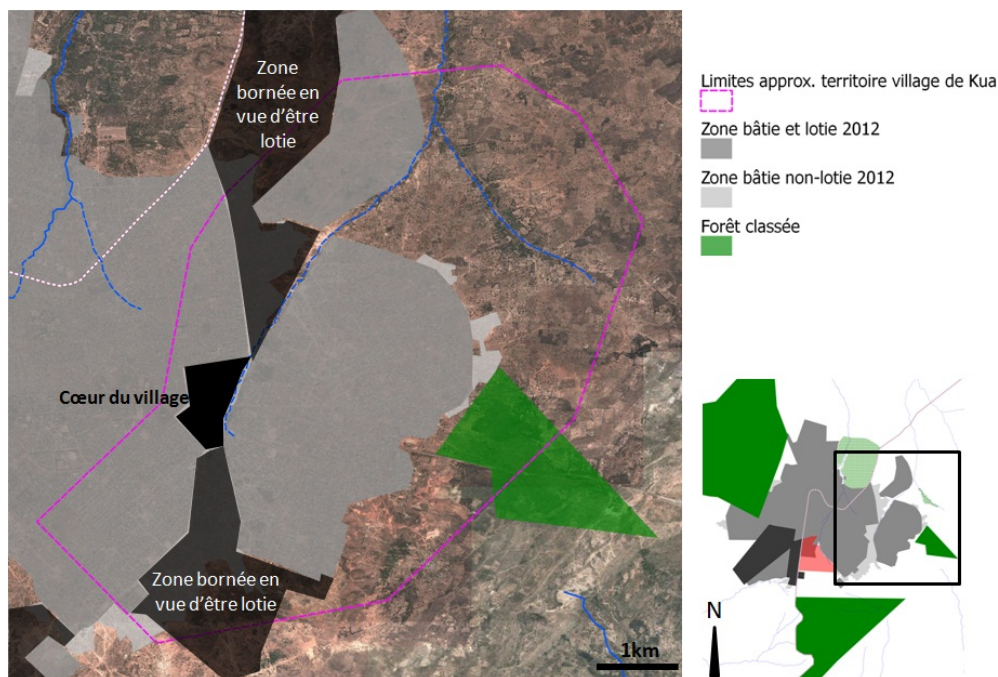


Figure 11 Terres de Kua en voie de lotissement

Les terres de Kua ne présentent aucune contrainte foncière ou géomorphologique pour l'urbanisation. Cette zone de Bobo-Dioulasso illustre une dynamique classique d'urbanisation consommatrice d'espace, englobant à la fois un village et ses terres agricoles, et où, contrairement à Kuinima, les alternatives pour les agriculteurs autochtones sont réduites. L'urbanisation rapide engendre un changement radical depuis la gestion coutumière vers la gestion moderne des terres, qui amène à tout un système de jeux fonciers formels et informels entre des acteurs locaux et entre acteurs locaux et institutionnels.

- Superposition du régime moderne et traditionnel de gestion des terres : les zones non-loties

La loi portant Régime Foncier Rural, qui rétablissait la légitimité des propriétaires terriens coutumiers ne s'applique pas réellement en frange urbaine. Cette zone est à la croisée entre le droit moderne et le droit coutumier : le régime occidental (aussi qualifié de « moderne ») de gestion du foncier est appliqué dans les zones urbanisées. Le régime traditionnel (ou « coutumier ») régit le reste du pays. La périphérie de la ville est à l'interface des deux régimes, car la ville s'agrandit sur des terrains sous le régime traditionnel et y introduit un nouveau système. Malgré les relectures successives de la loi portant Réorganisation Agraire et Foncière, le rôle et la place spécifique des propriétaires fonciers dans le processus de production et de gestion des parcelles à usage d'habitation en frange urbaine n'a jamais été statué.

La conséquence de ce vide juridique est le morcellement et la vente des champs par les propriétaires fonciers traditionnels, afin d'anticiper une préemption ou gagner un peu d'argent. Les zones non-loties sont elles-mêmes la conséquence de ce flou autour de la gestion foncière en milieu et de la difficulté qu'ont les autorités urbaines à produire assez de logements pour l'ensemble des familles qui recherchent un toit.

Les terres de Kua abritent la plus vaste zone non-lotie de Bobo-Dioulasso, qui couvre près de 350 ha. Le non-loti est une zone d'interface entre l'urbain et le rural par excellence : l'architecture des maisons et l'organisation des habitations se rapproche plus de villages que de la ville, et la gestion foncière est une superposition des lois appliquées en milieu urbain et en milieu rural.

Les zones non-loties, qui s'étendent sur les terres agricoles, sont à la croisée entre l'accès au logement et la spéculation foncière. Acquérir une parcelle lotie est coûteux. Les parcelles vendues ont bien souvent une taille standard qui avoisine les 300m² et coûtent environ 900.000 CFA (soit 3.000 CFA/m², auxquels il faut ajouter la construction d'une maison dans les normes). La solution pour les familles qui n'ont pas les moyens d'acheter une parcelle lotie en ville est de louer en ville ou d'acquérir une parcelle

non-lotie en frange urbaine, là où les prix sont plus abordables (environ 80.000 CFA pour des parcelles de 50 m² en 2011, soit environ 1.500 CFA le m²), pour y construire une concession en terre. Pour acheter une parcelle non-lotie en frange urbaine, l'acquéreur négocie avec le chef de famille à qui appartient la terre. La vente se fait de manière informelle, sans papiers officiels.

Acquérir une parcelle dans le non-loti présente un intérêt : le lotissement orthogonal se fait soit sur des champs, soit sur des quartiers d'habitat spontané, où les maisons sont alors détruites. Les zones non-loties sont donc transitoires. Une fois que la zone est lotie, elle passe officiellement dans le système moderne. Les familles qui habitaient ou possédaient des concessions dans le non-loti se voient normalement attribuer une parcelle dans le quartier à lotir.

L'espoir d'être attributaire d'une parcelle lors d'un lotissement attise des convoitises et fait qu'on retrouve deux types de propriétaires de concessions dans le non-loti : 1) ceux qui construisent dans le non-loti car l'acquisition de parcelle y est plus facile est moins onéreuse (tranche pauvre de la population), 2) les familles des classes moyennes qui attendent que le lotissement arrive jusqu'à là : elles spéculent en acquérant une « parcelle-alibi » (terme employé par Jaglin 1995) et en y construisant une maison.

Mais dans les faits, le processus d'attribution est flou et les opérations d'attributions de parcelles sont le théâtre de négociations camouflées où des personnes bien placées en profitent pour augmenter leur patrimoine foncier. En conséquence, seulement une partie des familles habitant le non-loti bénéficie d'une parcelle lors du déguerpissement et bon nombre doivent trouver une solution alternative (telle qu'aller construire de nouveau une maison dans une autre zone non-lotie).



Figure 12 Limite entre quartier loti et quartier non-loti à Bobo-Dioulasso

Les agriculteurs eux aussi sont compensés lors de l'expropriation de leurs champs pour du lotissement. Pour chaque hectare de champ préempté, la famille reçoit 2 parcelles loties d'environ 300m², qu'elle aura à charge de mettre en valeur avant 10 ans et pour laquelle elle doit payer des taxes de jouissance s'élevant à près de 450CFA/m² afin d'en être pleinement propriétaire. Mais lors de l'attribution d'une parcelle lotie, il faut payer une taxe de jouissance dans un délai théorique de 5 ans, sous peine de retrait de la parcelle (des parcelles sont parfois retirées avant cela). Cette taxe donne un permis d'habiter provisoire, et est obligatoire pour obtenir ensuite le Permis Urbain d'Habiter (PUH), qui est un titre de jouissance permanent. La taxe de jouissance s'élève à 142.000CFA pour une parcelle de 328m², soit près de 433CFA/m². Il faut ensuite ajouter 20.000 à 30.000CFA pour obtenir le PUH.

Mais la procédure ne s'arrête pas là : le propriétaire a théoriquement 3 ans pour mettre en valeur sa parcelle - c'est-à-dire clôturer, assainir et construire une maison habitable d'au moins 18 tôles – sous peine de confiscation et de rétrocession au Domaine Foncier National. Cette nouvelle étape s'élève à plusieurs centaines de milliers de francs CFA.

Bien peu d'agriculteurs ont les moyens de payer la taxe de jouissance, et encore moins peuvent mettre en valeur la parcelle. Beaucoup d'agriculteurs en frange urbaine ne possèdent que 1ha par chef de famille ; lors de la perte de leur champ, ils n'ont pas les moyens de payer les taxes et la mise en valeur des parcelles de compensation et donc les revendent rapidement, se retrouvant sans bien. Seules les familles possédant beaucoup de terres et donc ayant été indemnisées de plusieurs parcelles peuvent revendre quelques parcelles loties et ainsi mettre en valeur les autres afin de ne pas être obligées de les vendre. Cette différence en termes de capital foncier initial est un des principaux facteurs influençant la capacité d'adaptation des agriculteurs de Kua face à l'expansion urbaine.

- Face à la perte de terres agricoles, différentes stratégies d'adaptation

L'intensification des activités agricoles (maraîchage, élevage porcin) est l'alternative la plus courante pour les agriculteurs de Kua pour faire face au déguerpissement de leurs champs vivriers. Mais la localisation et la superficie des terres agricoles possédées par la famille sont déterminantes pour l'éventail de possibilités qui s'offrent aux agriculteurs en cas de perte de champ (Figure 13). Deux marigots traversent le territoire du village de Kua, le marigot Dogossa et le marigot Ka, mais seul le Dogossa dispose de suffisamment d'eau en fin de saison des pluies pour permettre de développer une activité de maraîchage.

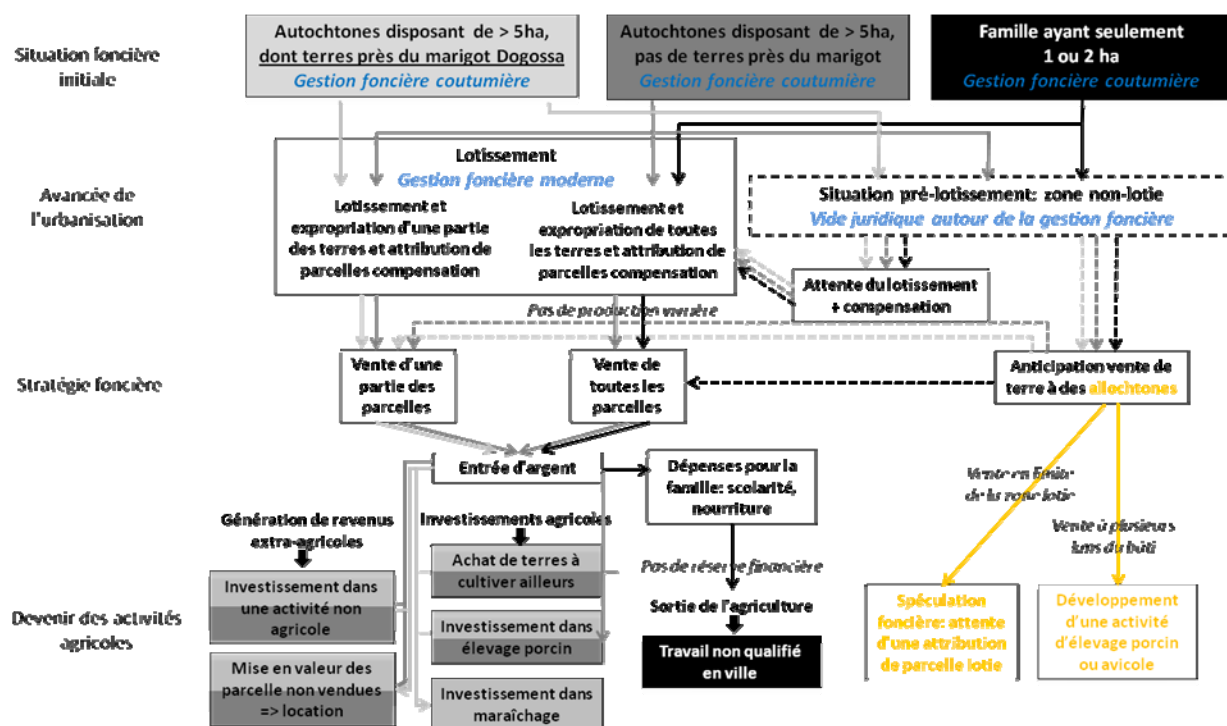


Figure 13 Stratégies foncières et productives face à la perte de terres, cas de Kua

1) si la famille possédait au moins 5 ha, la vente d'une partie des parcelles loties reçues en compensation permet de mettre en valeur les parcelles loties qu'ils conservent afin de les louer ; en parallèle, l'argent de cette vente permet d'investir dans une activité d'élevage sur un champ nouvellement acheté ou d'investir dans du maraîchage si la famille possède des champs proches du marigot Dogossa (un nouveau site maraîcher a ainsi vu le jour à partir de 2007). Le marigot Ka, quant à lui, est sec en saison sèche et ne permet pas de développer une production maraîchère si ce n'est en saison des pluies quand les berges ne sont pas encore inondées.

Exemple de Khalifa : des ressources foncières permettant d'adapter les activités agricoles

Khalifa Sanou est un agriculteur et maraîcher Bobo originaire de Kua. Ce sont les activités agricoles qui permettent de subvenir aux besoins de sa famille. Avant 2002, il cultivait une partie de ses terres en céréales (sorgho, mil, maïs) en saison des pluies et fabriquait des briques de latérite à la carrière située à proximité du quartier de Kua en saison sèche, afin de les vendre.

Initialement, sa famille élargie (incluant les cousins) possédait 47ha de terres dont la majorité a été lotie en 2002 lors de la création du secteur 24. En 2004, la mairie interdit l'exploitation de la carrière. Aujourd'hui, il ne reste à la famille que 5ha de terres cultivables, localisées le long du marigot Dogossa, que Khalifa partage avec deux de ses frères. Lors du lotissement des 42 ha, la famille élargie a été indemnisée de 2 parcelles par hectare, soit 84 parcelles loties en tout. Parmi celles-ci, Khalifa en a eu 10. Après le lotissement Khalifa avait donc 10 parcelles loties au secteur 14 et presque 2 ha de terres cultivables localisées le long du marigot Dogossa.

Khalifa a vendu 7 parcelles loties, à 600.000 CFA environ chacune, qui lui ont permis :

- de construire une maison dans le quartier de Kua,
- d'acheter une moto,
- de payer les taxes lui permettant de conserver les 3 dernières parcelles loties qu'il possède afin de pouvoir les vendre à meilleur prix dans quelques années ou d'y construire une maison pour la louer
- d'investir dans maraîchage le long du marigot Dogossa par l'achat d'une motopompe, des tuyaux et des intrants nécessaires aux premières campagnes. L'activité maraîchère a démarrée en 2008 et Khalifa cultive aujourd'hui 1,25 ha en légumes avec son frère de mai à janvier, tant qu'il y a de l'eau dans le marigot

Plus récemment, l'argent des ventes qu'il lui restait lui a permis de démarrer une petite activité d'élevage porcin dans sa cour à Kua, afin de compléter ses revenus et aussi de disposer d'un peu de lisier pour sa parcelle maraîchère.

Ainsi, Khalifa a eu la chance de posséder des terres le long du marigot Dogossa. Aujourd'hui l'activité maraîchère est sa principale activité génératrice de revenus et lui permet de faire vivre sa famille.

2) cependant beaucoup de familles ne possédaient qu'un ou deux hectares de champs et se retrouvent sans production vivrière : elles ont dû vendre les parcelles de compensation rapidement pour faire face à des dépenses familiales et, se retrouvant sans ressources financières et sans terres, elles n'ont ensuite d'autre choix que de trouver un travail non qualifié en ville.

Exemple de Sibiri : perte de toutes les terres agricoles et sortie de l'agriculture

Sibiri Sanou est un Bobo originaire du village de Kua. Il est veuf et vit seul avec son jeune fils.

Il y a encore quelques années de cela, Sibiri était agriculteur. Il avait hérité de 3 ha, dont 2 proches du quartier de Kua qu'il partageait avec son frère, et un localisé le long du marigot Dogossa.

Il cultivait des céréales avec son frère sur les 2ha pour l'autoconsommation en saison des pluies. En saison sèche il travaillait à la carrière de latérite – cette carrière appartenait à l'ensemble du village et chacun pouvait aller y extraire des briques.

Mais lors du lotissement du secteur 24 en 2002, les deux hectares situés proches de Kua ont été retirés à lui et son frère. En compensation, ils ont reçu 2 parcelles loties, soit une seule parcelle chacun. Comme Sibiri n'avait pas les moyens de payer la taxe de jouissance lui permettant de conserver sa parcelle lotie, il l'a vendue pour la somme de 500.000 CFA.

Après cela, il a continué à cultiver le dernier hectare de champs qu'il lui restait. Mais assez rapidement, des besoins financiers l'ont obligé à vendre ces dernières terres : il devait pouvoir payer la scolarisation de son fils et payer des céréales et autres vivres qu'il n'avait pas pu produire en quantité suffisante sur son dernier champ vivrier.

Il a donc vendu son dernier champ au milieu des années 2000 en le divisant en plusieurs lots. La vente lui a rapporté 150.000 CFA qui ont vite été dépensés pour la scolarisation de son fils et l'achat de biens de première nécessité.

Avec l'interdit d'extraire des briques de la carrière en 2004, Sibiri s'est retrouvé sans activité. Il a dû chercher du travail en ville et travaille maintenant depuis 3 ans comme vigile dans une boutique privée au secteur 15. Les seules activités agricoles qui lui restent sont la culture de quelques pieds de maïs en saison des pluies dans sa cour et quelques poules.

3) enfin, certaines familles, craignant de ne pas avoir de compensation lors du déguerpissement, ont anticipé en vendant des champs en frange urbaine soit à des familles de migrants précaires n'ayant pas les moyens de s'installer en ville, soit à des citoyens qui y installent un habitat spontané dans l'attente du lotissement, ou qui investissent dans des élevages intensifs de monogastriques à un ou deux kilomètres

de la limite du bâti : il y a ainsi un nouveau type d'agriculteurs qui s'est progressivement installé dans cette zone.

Exemple d'Adama : acquisition de terres pour installer un élevage intensif en frange urbaine

Adama est un Bobo originaire du village de Léguéma. Il habite depuis plus de 10 ans à Bobo-Dioulasso à Ouezzin-Ville et travaille dans une boutique en ville. Afin de compléter ses revenus, « quand tu es employé, tu as envie de t'émanciper », il a démarré l'élevage de porcs dans sa cour en ville. Puis, des problèmes de voisinage l'ont forcé à chercher un endroit hors de la ville pour continuer son élevage sans causer de nuisances au voisinage.

Il a donc choisi d'acheter un champ de 1,5 ha il y a 6 ans à quelques kilomètres de la limite du bâti sur les terres de Kua afin d'y déplacer son élevage. Aussi, le fait de quitter la cour étroite lui a permis d'augmenter le nombre de truies de son élevage, passant de 2 à 5 truies.

Il a choisi d'acheter un champ dans cette zone pour trois raisons : 1) c'est à proximité de la ville, c'est-à-dire à la fois de son lieu de d'habitat, de travail et d'approvisionnement en aliments pour les porcs, 2) les terres sont moins chères que dans la zone des manguiers au Nord de la ville. Il a choisi l'emplacement spécifique où il est installé pour être à proximité du marigot, et il est en même temps suffisamment éloigné des cultures maraîchères (risque de dégâts récoltes si un porc s'échappe). Il ne voulait pas être plus proche de la ville car il a peur du lotissement. Cependant l'inconvénient de cette zone est que l'accès à l'eau reste difficile. Adama aimerait pouvoir un jour acheter un champ dans la zone de vergers de manguiers pour y déplacer son élevage (car le site y est plus favorable pour l'élevage : accès à l'eau, proximité urbaine et protection de l'urbanisation entre autres) mais les terres y sont bien trop chères par rapport aux moyens dont il dispose ; l'argent qu'il gagne en travaillant à la boutique ne lui permet pas d'investir une telle somme. En effet, à Kua il a acheté 1,5 ha pour 450.000 CFA (qu'il utilise à la fois pour l'élevage et la culture de céréales pour l'autoconsommation), ce qui lui aurait coûté le double dans la mangueriaie.

Par rapport à Kuinima, Kua une bonne partie de ses dans un délai relativement court (une vingtaine d'années). Sur ses 4400 ha de terres, 2600 ha ont été pris pour l'urbanisation et 150 ha pour créer la forêt classée de Kua. Les contrats d'agro-foresterie avec le Ministère de l'Environnement n'ont été mis en place qu'avec une dizaine de familles, car la petite taille de la forêt – à peine 320 ha - ne permet par d'octroyer des champs cultivables à l'ensemble des familles ayant perdu leurs champs tout en conservant une partie de la forêt sans activités agricoles).

En résumé, à Kua, les champs vivriers disparaissent, et seuls les agriculteurs disposant de champs le long du marigot Dogossa ou pouvant investir dans l'élevage peuvent continuer à vivre de l'agriculture. Les autres familles se voient peu à peu dans l'obligation de trouver des petites activités en ville et parfois développent un petit élevage de porcs dans leur cour pour compléter les revenus. De nouveaux acteurs tirent partie de la vente de champs en frange urbaine, où ils décident d'y développer des élevages intensifs avicoles ou porcins (Figure 14).

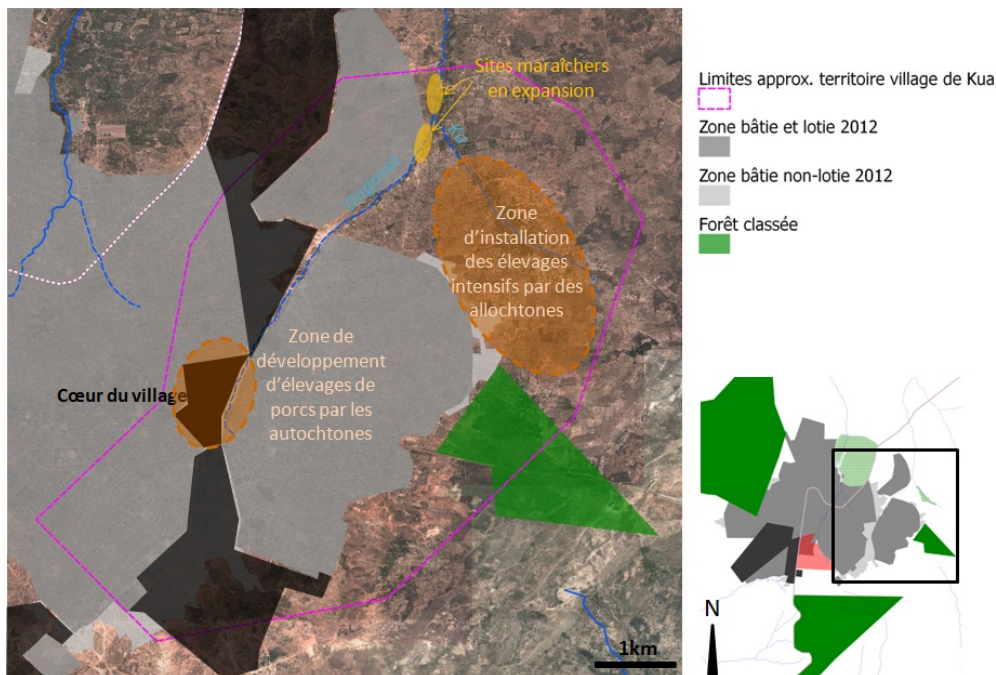


Figure 14 Zones de développement d'activités agricoles plus intensives sur les terres de Kua

3. L'avènement des plans d'aménagement urbain dans les années 1990 : une urbanisation qui épargne des zones agricoles (cas des vergers de manguiers de Dogona et Kiri)

Les vergers de manguiers des villages de Kiri et Dogona font l'objet d'une vision de l'urbanisation qui s'est imposée à la fin des années 1980, avec la création du premier SDAU de Bobo-Dioulasso : les préoccupations environnementales émergeaient et il s'agissait désormais d'épargner certaines zones de l'urbanisation. Les vergers au nord de la ville, considérés comme le « poumon de la ville » par le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, forment donc une zone épargnée des vagues de lotissement (visible sur la figure 15); ils appartiennent à des familles bobo et jouxtent leurs champs vivriers. De plus, au nord des vergers, 200 ha ont été déclarés comme zone agro-pastorale protégée. La situation favorable des mangueraias – proches de la ville, ombragées, avec une nappe d'eau peu profonde et épargnées de l'urbanisation – en fait une zone convoitée par des citoyens fonctionnaires désirant développer des élevages intensifs porcins et avicoles à proximité de la ville. La situation de cette zone a fait augmenter le prix des terres agricoles, qui est aujourd'hui deux fois plus élevé qu'à Kua.

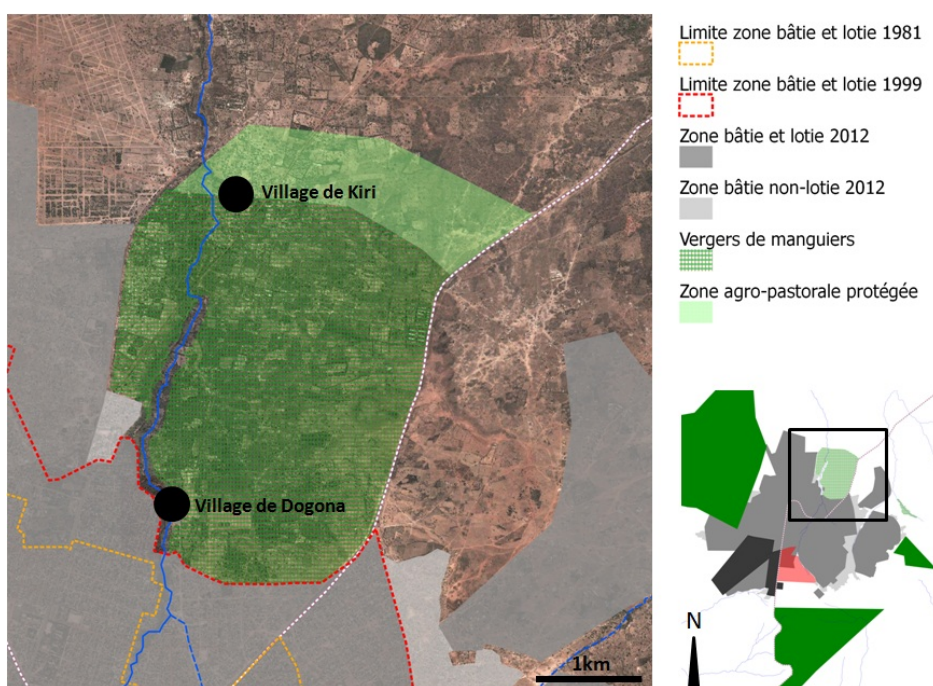


Figure 15 Les vergers de manguiers épargnés des vagues de lotissement

Exemple Badiara : investir dans l'élevage intensif dans une zone à la fois sécurisée foncièrement et proche du domicile

Michel Badiara est un fonctionnaire et travaille au CSPS (Centre de Santé et de Promotion Sociale) d'un secteur au nord de Bobo-Dioulasso. D'ethnie Gourounsi, il est né à Bobo-Dioulasso mais ses parents sont migrants. Il habite dans le même secteur, au nord de la ville, depuis son enfance.

Son père faisait déjà de l'élevage de porcs dans la cour familiale ; Michel a repris cet élevage dans le but de préparer sa retraite. « Je m'y prends tôt pour avoir le temps d'acquérir de l'expérience ».

Mais la cour était trop restreinte pour agrandir l'effectif de porcs et les nuisances sonores et olfactives de l'élevage dérangent le voisinage. Il a donc décidé d'acquérir un terrain dans la zone des vergers de manguiers en 2004, sur les terres du village de Kiri. Il a payé 300.000 CFA pour acheter 0,5 ha. En effet, dans cette zone, le terrain est bien plus cher que dans d'autres zones de frange urbaine de part sa localisation et la présence de manguiers, qui ajoutent de la valeur aux terres (un manguiers est vendu minimum 17.000 CFA).

Michel a préféré acheter des terres à cet endroit pour plusieurs raisons :

- c'est relativement proche de chez lui
- ailleurs « ce n'est pas sûr ». « Si tu es dans le non-loti ou au-delà, partout tu risques de te faire déguerpier ». En effet, les vergers sont censés être protégés de l'urbanisation dans le cadre du SDAU
- c'est un ancien bas-fond, la nappe y est peu profonde (puits à 14 mètres) et l'accès à l'eau est donc relativement facile, ce qui représente un atout majeur pour les activités d'élevage

Michel a acquis un titre foncier pour ses 0,5 ha. Bien qu'il semble surprenant que les autorités octroient des titres de propriétés en frange urbaine, les relations privilégiées de Michel avec certaines personnes des services administratifs lui ont permis d'obtenir ce titre, comme d'autres éleveurs fonctionnaires installés dans les vergers. En effet, la majorité des éleveurs installés dans cette zone sont des allochtones qui ont un travail à temps plein relativement bien rémunéré en ville.

Aujourd'hui, le travail au CSPS reste l'activité principale de Michel ; un ouvrier salarié s'occupe à temps plein de l'élevage, comptant maintenant 5 truies et 2 verrats.

De manière surprenante, la sécurité foncière des vergers face à l'urbanisation ne joue pas en faveur des villageois. Selon eux, la source d'insécurité foncière est double : 1) les vergers n'empêcheront pas le lotissement car par expérience, ils ont vu des manguiers être détruits pour créer de nouveaux quartiers (cas du lotissement en cours au nord de Bobo-Dioulasso (Figure 16)), 2) le discours officiel affiche cette zone de frange urbaine comme une zone d'élevage intensif, et ils craignent que les autorités ne leur demandent de partir du fait qu'ils n'ont pas les moyens d'investir dans de l'élevage semi-moderne. Tout comme à Kua, c'est donc en prévision d'un possible déguerpissement qu'ils vendent leurs parcelles aux allochtones. Les terres le long du marigot sont déjà exploitées pour du maraîchage depuis plusieurs décennies par certaines familles qui possédaient des terres proches du Houet. Pour les autres, la vente de terres permet d'investir dans des petits élevages de porcs ou de démarrer une activité en ville ; mais de la même manière qu'à Kua, selon les surfaces possédées, cette vente peut aussi survenir car la famille a besoin d'argent et amener à un abandon par défaut des activités agricoles.

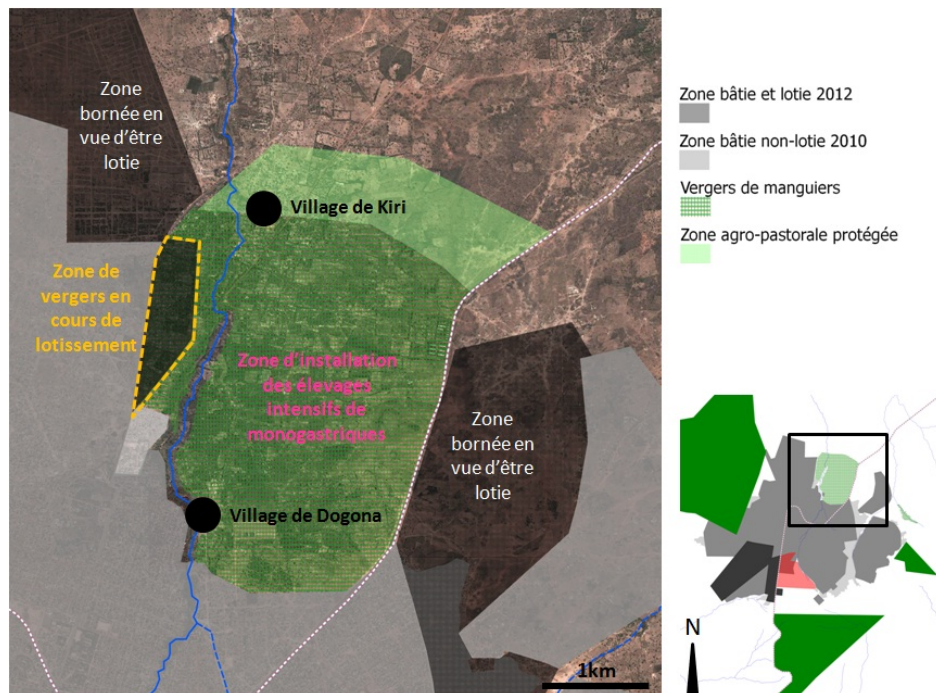


Figure 16 Empiètement des futures zones loties sur les vergers de manguiers

Abraham Sanou : vendre ses champs en cas de besoin financier et pour anticiper l'expropriation

Abraham Sanou est un Bobo originaire de Kiri. Il vit dans ce village avec sa famille et a toujours pratiqué l'agriculture pour faire vivre sa famille (cultures vivrières de céréales) en combinant quelques petits travaux en ville.

Jusqu'il y a 5 ans, sa famille élargie possédait 16ha à l'Ouest du Houet et à peu près la même surface de l'autre côté du marigot dans la zone de vergers. Il y a 5 ans, l'Etat a pris les 16 ha côté Ouest en vue du futur lotissement du secteur 23. Sur ces 16 ha, Abraham en exploitait 3.

L'Etat a compensé chaque hectare réquisitionné par 2 parcelles loties, soit 32 parcelles pour l'ensemble des 16 hectares. Après répartition entre tous les membres du lignage (1parcelle lotie par chef de famille à partir de 20 ans) il a eu 2 parcelles loties pour ses 3 ha : une pour lui et une pour son fils. Il a vendu celle de son fils pour pouvoir payer les taxes de la sienne et attend d'avoir les moyens d'y construire une maison.

Depuis la perte de ces 16 ha, la famille d'Abraham craint une nouvelle expropriation. Abraham et ses frères ont vendus quelques hectares à des Mossi qui ont installés des élevages porcins et avicoles à gros effectifs. Ils ont choisi de vendre ces terres pour deux raisons : ils craignent une nouvelle expropriation donc espèrent tirer un peu d'argent de la vente de terres, et maintenant que le marché de la terre est très actif, quand un besoin financier se fait ressentir il peut être comblé par la vente d'un petit terrain « Quand c'est les autorités qui viennent, tu n'as pas le choix. Mais on vend aux éleveurs quand on est dans le besoin »

Dans les vergers de manguiers, les jeux fonciers se font principalement entre les autochtones et des investisseurs urbains désireux de développer de l'élevage intensif. Malgré la sécurité (relative) face à l'urbanisation, les autochtones vendent leurs terres, tout comme à Kua, pour anticiper des futures expropriations. Ici, le statut particulier des terres ne bénéficie pas aux agriculteurs autochtones mais à des allochtones aisés qui convoitent cette zone aux multiples avantages. L'ensemble des stratégies observées dans la zone des vergers de manguiers sont résumées dans la figure ci-dessous (figure 17) :

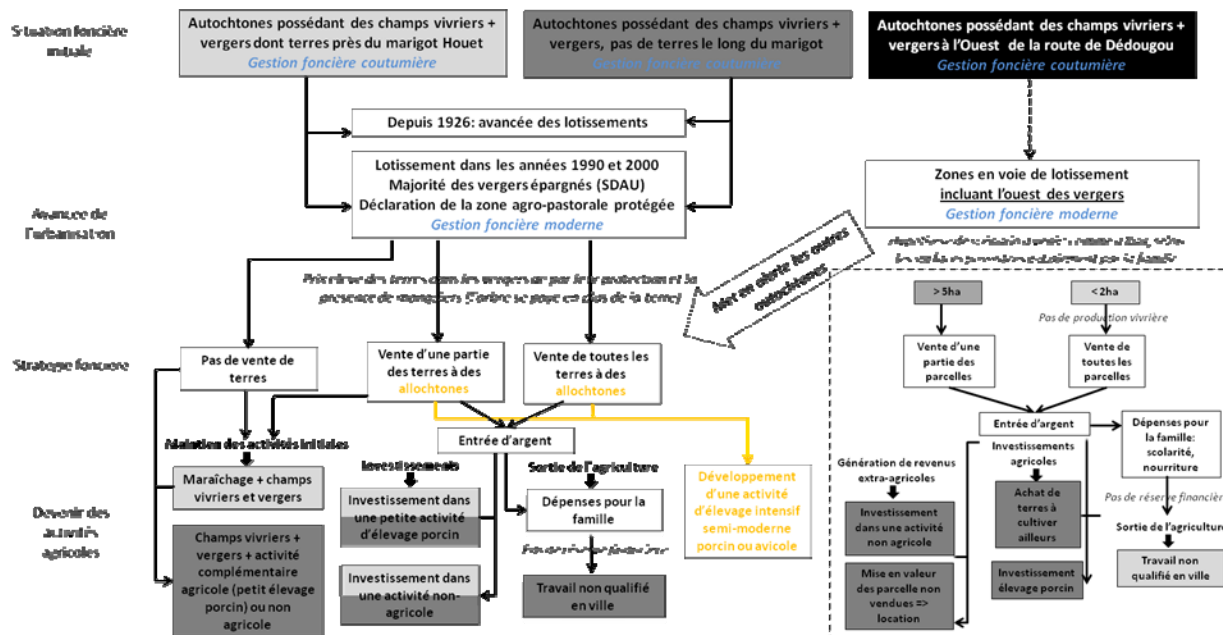


Figure 17 Stratégies foncières et productives, cas de la zone de vergers de manguiers

DISCUSSION

L'étude des dynamiques urbaines et agricoles dans trois zones aux statuts fonciers et aux périodes d'urbanisation différentes illustre bien le processus de production de la ville africaine: naissance de la ville par agglomération de villages autochtones, colonisation et retrait autoritaire de terres, puis développement rapide et consommateur d'espace des périodes post-indépendance, et enfin début des plans d'aménagement et de la planification des zones à urbaniser ou à épargner.

Dans ce processus de production urbaine, les activités agricoles ont été tour à tour (ou simultanément) tolérées, ignorées, épargnées ou protégées. Le statut de terres a influencé et influence toujours le maintien et la transformation des activités agricoles. Des formes agricoles ont perduré mais se sont transformées au cours du temps : les acteurs, les formes d'agriculture et les espaces utilisés ont évolué.

Comme l'a décrit Lavergne (2004) pour le bassin Méditerranéen, on peut retrouver trois formes d'agriculture urbaine à Bobo-Dioulasso :

- Les formes « héritées » : les jardins maraîchers urbains, qui se sont transformés au fur et à mesure de l'expansion urbaine et des changements socio-politiques. Ils sont passés des mains des colons aux mains des autochtones Bobos ;
- Les formes rattrapées, « grignotées et condamnées par l'urbanisation » : les champs vivriers en frange urbaine se retrouvent aux portes de la ville et se voient menacés par l'urbanisation dans les années à venir ;
- Les formes « novatrices et émergentes », nées des circonstances de la crise urbaine et/ou exploitant les carences et les discontinuités spatiales: il s'agit ici des formes d'agriculture qui existent par le fait même qu'elles sont en ville. On retrouve ici les élevages intensifs porcins et avicoles qui se sont développés à mesure que la ville grandissait, en réponse à l'augmentation de la demande en produits animaux par les citadins et à la diminution de l'espace disponible pour développer des activités agricoles.

Cependant ces trois formes ne sont pas indépendantes. Plusieurs formes peuvent se combiner au sein de systèmes de production ou d'activités, et les interactions entre ces formes d'agriculture sont nombreuses.

Sur l'ensemble des zones étudiées, des arrangements fonciers, formels ou informels, mettent en jeu des acteurs différents et engendrent l'émergence de productions intensives (le plus souvent maraîchage et élevage porcin). Mais cette intensification n'est pas portée partout par les mêmes acteurs. D'un côté, la proximité de la ville favorise l'émergence de productions de rentes au sein des systèmes des agriculteurs autochtones ; les productions intensives viennent ainsi compléter ou remplacer les cultures vivrières.

D'un autre côté, le statut des terres a un impact sur leur prix - celles épargnées par l'urbanisation et qui relèvent du régime foncier coutumier voient leur prix augmenter. Ce prix exerce une sélection sur le type d'acteur pouvant développer des activités agricoles sur ces zones : nous voyons donc des investisseurs urbains fonctionnaires installer des élevages dans des zones à la fois proches de la ville et sécurisées. Les investisseurs urbains moins aisés investissent à quelques kilomètres de la ville, dans des zones au prix plus bas et non sécurisées.

Ensuite, l'étude souligne que face à l'urbanisation, les agriculteurs autochtones n'ont pas tous les mêmes opportunités. Ainsi, la surface et la localisation des champs vivriers possédés par la famille jouent un rôle aussi important que le statut des terres.

Enfin, les résultats font ressortir le rôle des propriétés publiques - gage d'une sécurité face à l'urbanisation, - dans le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine. Cependant, cette sécurité n'est pas garantie sur le long terme si les autorités décident d'interdire les activités agricoles dans ces zones qui à leur yeux n'ont pas de vocation productive.

En conclusion, cette étude éclaire les dynamiques agricoles dans et en périphérie d'une ville d'Afrique de l'Ouest et amène des pistes de réflexion sur le devenir des activités agricoles face à l'urbanisation sur ce continent.

BIBLIOGRAPHIE

Aloko-N'Guessan, Jérôme, Amadou Diallo, et Henri Motcho Kokou. 2010. *Villes et organisation de l'espace en Afrique*. Karthala. Paris, France: Karthala.

Aubry, Christine, Josélyne Ramamonjisoa, Marie-Hélène Dabat, Jacqueline Rakotoarisoa, Josette Rakotondraibe, et Lilia Rabeharisoa. 2008. « L'agriculture à Antananarivo (Madagascar) : une approche interdisciplinaire ». *Natures Sciences Sociétés* 16 (1): 23-35.

Bertrand, Monique. 1995. « Bamako, d'une république à l'autre ». *Annales de la recherche urbaine (Régularisations de propriétés)* 66: 40-61.

Commune de Bobo-Dioulasso. 2007. *Projet de plan de développement communal (PDC)*. Bobo-Dioulasso, Burkina Faso: Commune de Bobo-Dioulasso. http://www.mairie-bobo.bf/telechargement/2008/AUTRES_TELECHARGEMENTS/pdc.pdf.

Coquery-Vidrovitch, Catherine. 2006. « De la ville en Afrique noire ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 61ème année (5): 1087-1119.

Dauvergne, Sarah. 2010. « Dynamique des agricultures périurbaines en Afrique Sub-saharienne et statuts fonciers ». In Montpellier, France. hal-agroparistech.archives-ouvertes.fr/docs/00/53/.../Dauvergne.pdf.

Drechsel, Pay, et Stefan Dongus. 2010. « Dynamics and sustainability of urban agriculture: examples from sub-Saharan Africa ». *Sustain Sci* 5: 69-78.

Dubresson, Alain, et Jean-Pierre Raison. 1998. *L'Afrique Subsaharienne. Géographie du changement*. Armand Collin. Paris, France: Armand Collin.

FAO. 1999. « Issues in urban agriculture ». *Food and Agriculture Organization of the United Nations, Agriculture and Consumer Protection Department*. <http://www.fao.org/ag/magazine/9901sp2.htm>.

———. 2010. « Agriculture intelligente face au climat ». Food and Agriculture Organization. <http://www.fao.org/climatechange/climatesmart/66250/fr/>.

Fleury, André, et Pierre Donadieu. 1997. « De l'agriculture périurbaine à l'agriculture urbaine ». *Courrier de l'environnement de l'INRA* (31): 45-61.

Fourchard, Laurent. 2001. *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^e siècle-1960*. Paris, France: L'Harmattan.

IAGU, et ONU-Habitat. 2005. *Profil du secteur urbain au Burkina Faso*. Profil du secteur urbain régional. Burkina Faso.

INSD. 2006. *Recensement général de la population et de l'habitation de 2006 - Thème 09: la croissance urbaine au Burkina Faso*. Burkina Faso: Institut National de la Statistique et de la Démographie - Ministère de l'Economie et des Finances.

Jaglin, Sylvie. 1995. *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou : pouvoirs et périphéries (1983-1991)*. Karthala. Paris, France: Karthala.

- Kêdowidé, Conchita M. G., Michel P. Sedogo, et Guéladio Cissé. 2010. « Dynamique spatio-temporelle de l'agriculture urbaine à Ouagadougou: cas du maraîchage comme une activité montante de stratégie de survie ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* 10 (2): 1-21.
- Lavergne, Marc. 2004. « L'agriculture urbaine dans le bassin méditerranéen, une réalité ancienne à l'heure du renouveau ». In *Interface : agricultures et villes à l'Est et au Sud de la Méditerranée, sous la direction de Joe Nasr et Martin Padilla*, 49-66. Delta. Delta.
- Manoukian, Brigitte, et Frédérique Platania. 2010. « Être citoyen dans une grande ville d'Afrique noire: entre représentations et réalités ». In *Actes*. Marseille: Académie d'Aix-Marseille. http://histgeo.ac-aix-marseille.fr/a/bma/bma036_citadin.pdf.
- Nkambwe, Musisi, et Wolter Arnberg. 1996. « Monitoring land use change in an African tribal village on the rural-urban fringe ». *Applied Geography* 16 (4): 305-3017.
- Olahan, Abraham. 2010. « Agriculture urbaine et stratégies de survie des ménages pauvres dans le complexe spatial du district d'Abidjan ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* 10 (2). Volume 10 numéro 2. <http://vertigo.revues.org/10005>.
- Osmont, Annik. 1995. *La Banque Mondiale et les villes, du développement à l'ajustement*. Karthala. Paris, France: Karthala.
- Ouattara, Ardjouma. 2004. « Les enjeux de la dynamique des extensions périurbaines à Ouagadougou (Burkina Faso) ». http://www.ceped.org/cdrom/dynamiques_periurbaines/html/ouagadougou.htm.
- Phillips, David, Keith Williams, Gavin Andrews, Judith Clarke, Matt Carter, Phillip Kinsman, David Smith, et al. 1999. *Literature review on peri-urban natural resource conceptualisation and management approaches*. Final Technical Report, DFID Natural Resources Systems Programme, Project R6949. University of Nottingham, University of Liverpool. <http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Outputs/NatResSys/R6949FTR.pdf>.
- Trefon, Theodore. 2011. « Urban-rural straddling : conceptualizing the peri-urban in Central Africa ». *Journal of developing societies* 27: 421-443.
- United Nations. 2009. « World Urbanization Prospects - The 2009 Revision, United Nations Population Division, Department of Economic and Social Affairs, New York ». <http://esa.un.org/unpd/wup/index.htm>.
- Zélem, Marie-Christine. 2010. « La valorisation des matières organiques. Le cas des paysans de la zone périurbaine de Dakar ». In , 16. Agro-camou Ouest, Rennes: INRA, SFER, Cirad.